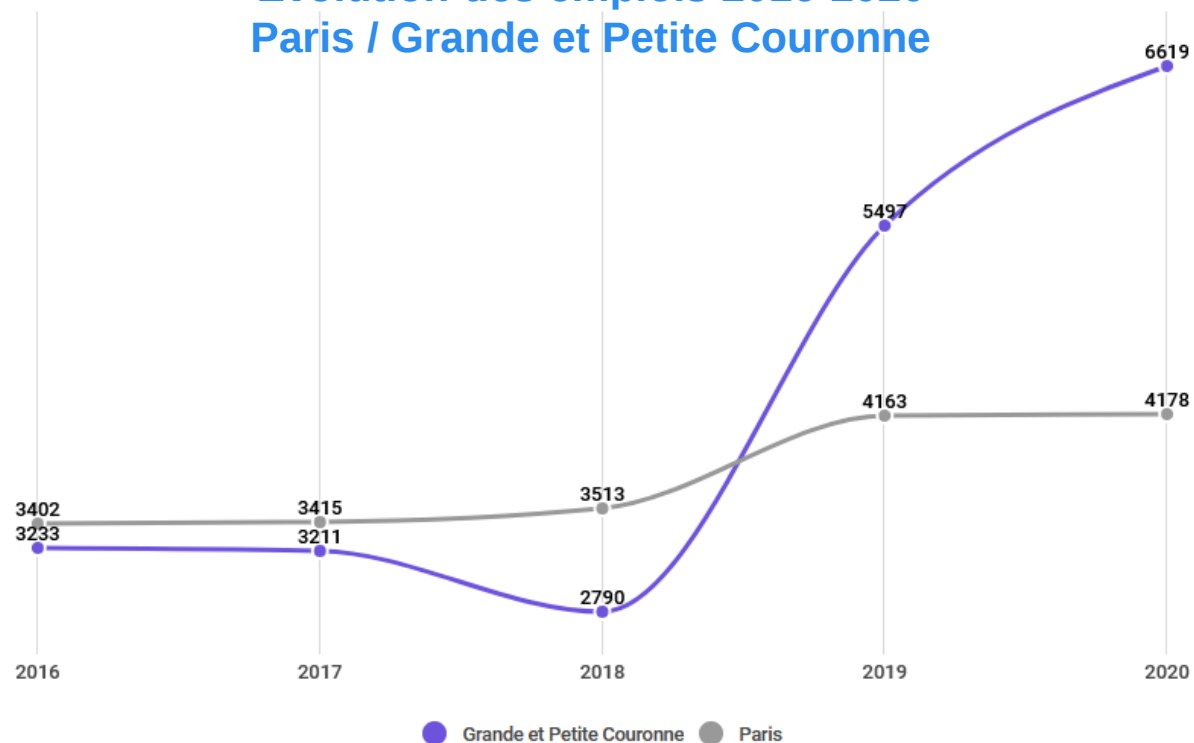




Des résultats d'attractivité records pour l'Ile-de-France en 2020

Les emplois dans la petite et la grande couronne en forte progression

Evolution des emplois 2016-2020 Paris / Grande et Petite Couronne

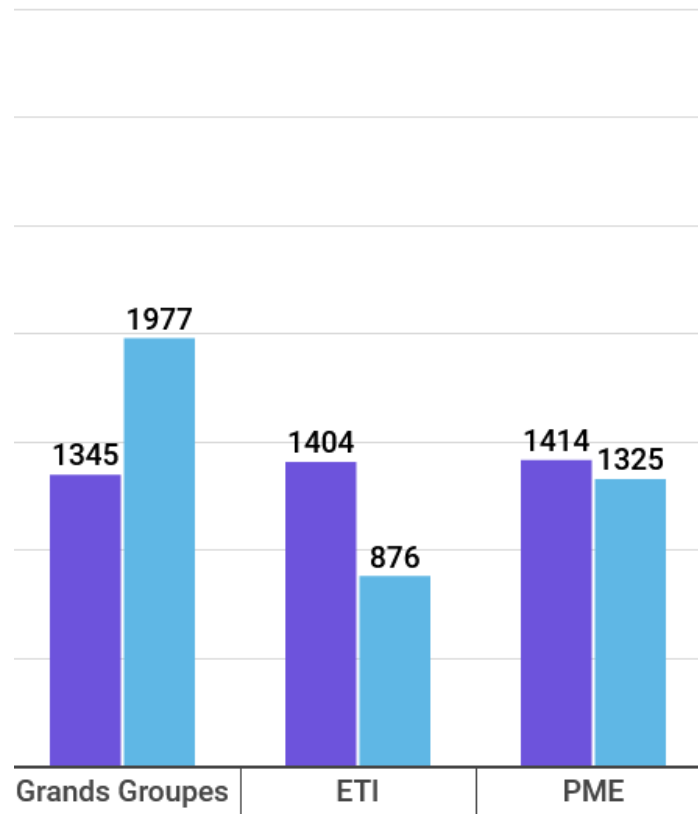


Nombre, part et évolution des emplois créés en 2019 et 2020

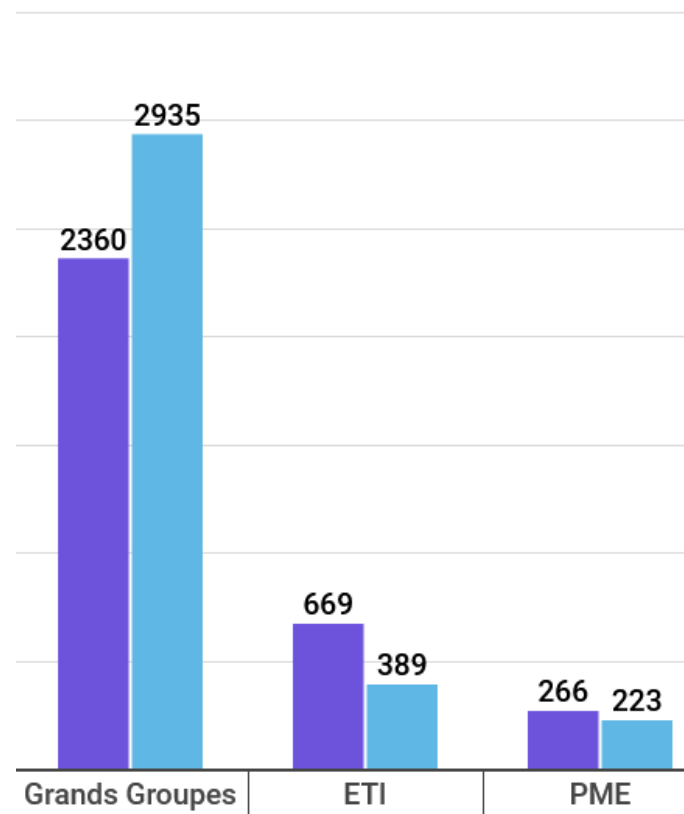
Périmètres	Emplois 2019	Part en %	Emplois 2020	Part en %	Evolution
Petite couronne	3 295	34 %	3 547	33 %	+ 8 %
Grande couronne	2 202	23 %	3 072	29 %	+ 40 %
Sous Total	5 497	57 %	6 619	62 %	+ 20 %
Paris	4 163	43 %	4 178	38 %	+ 0,4 %
Total général	9 660	100 %	10 797	100 %	+ 12 %

Les grands groupes internationaux recrutent de plus en plus en petite et grande couronne

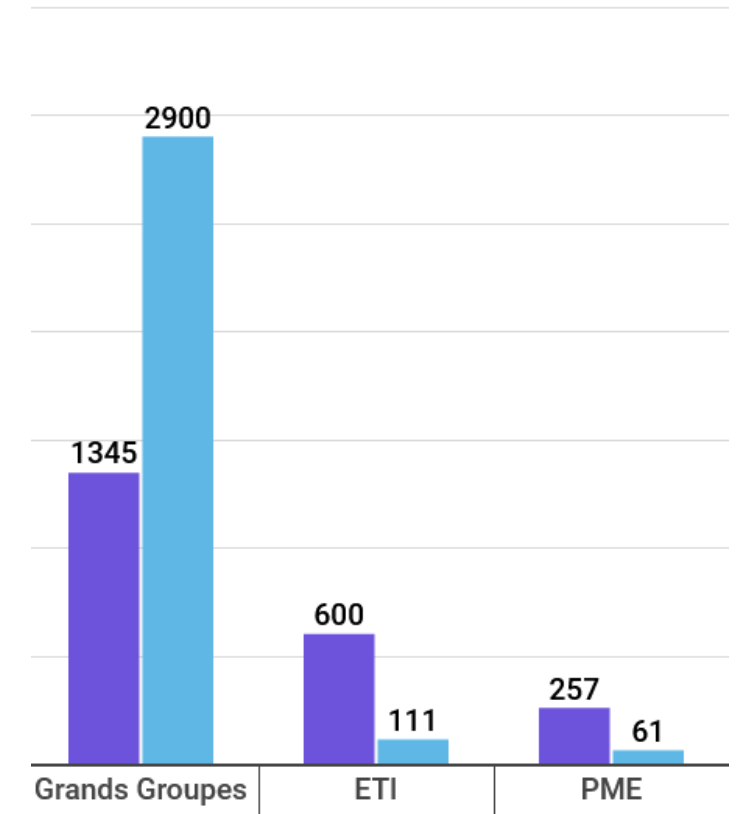
Paris



Petite couronne



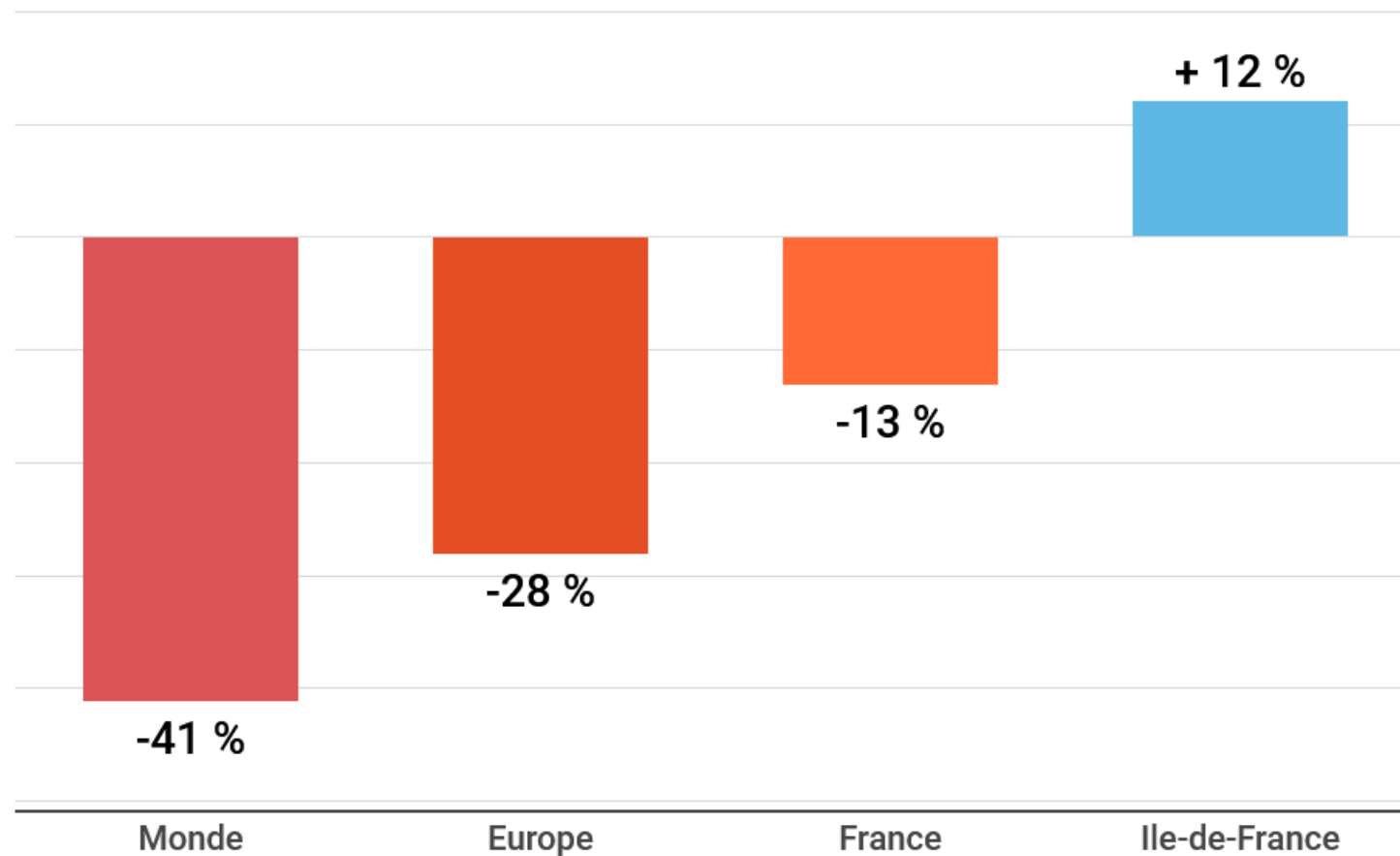
Grande couronne



● 2019 ● 2020

Des résultats
historiques dans
un contexte
international
marqué par la crise

Evolution 2019/2020 des emplois générés par les investissements directs étrangers

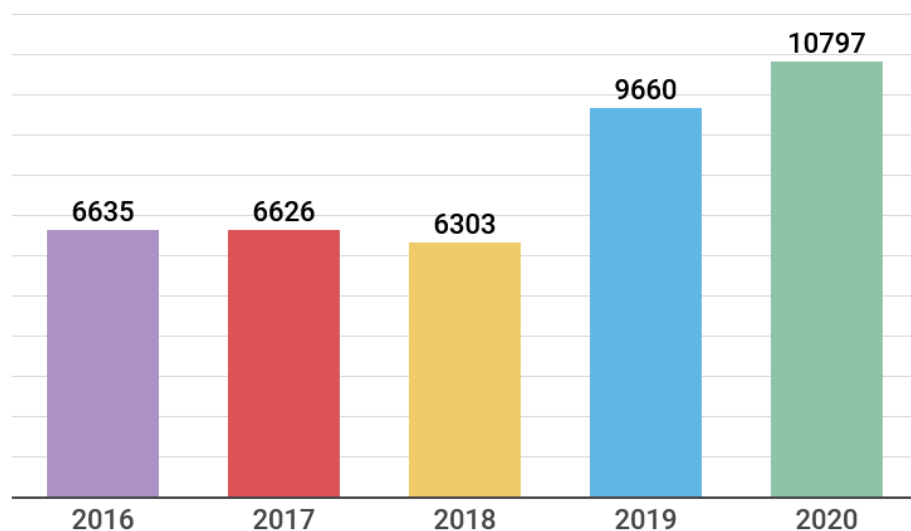


Un nombre d'emplois record

Le nombre d'emplois créés en 2020 est le plus élevé jamais enregistré

10 797

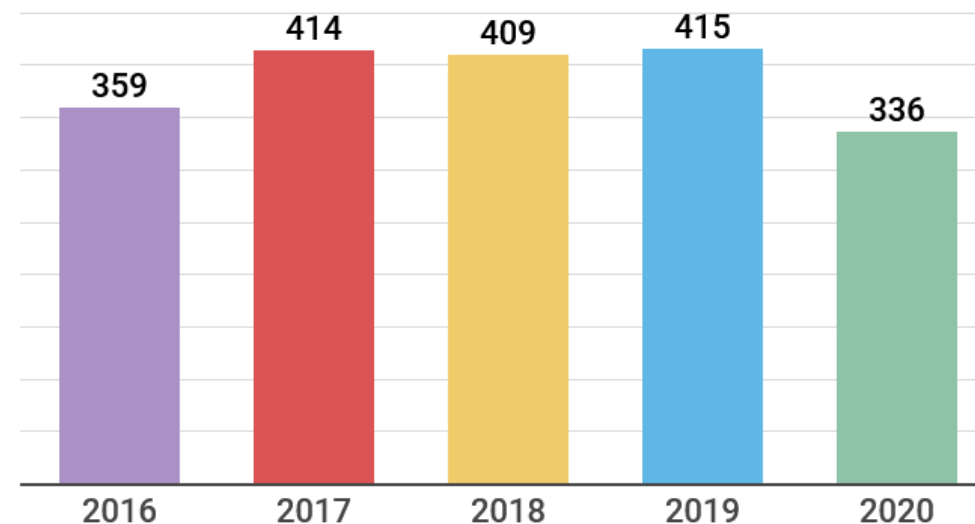
Emplois à 3 ans



Une priorité donnée aux projets stratégiques créateurs d'emplois

336

Investissements directs internationaux

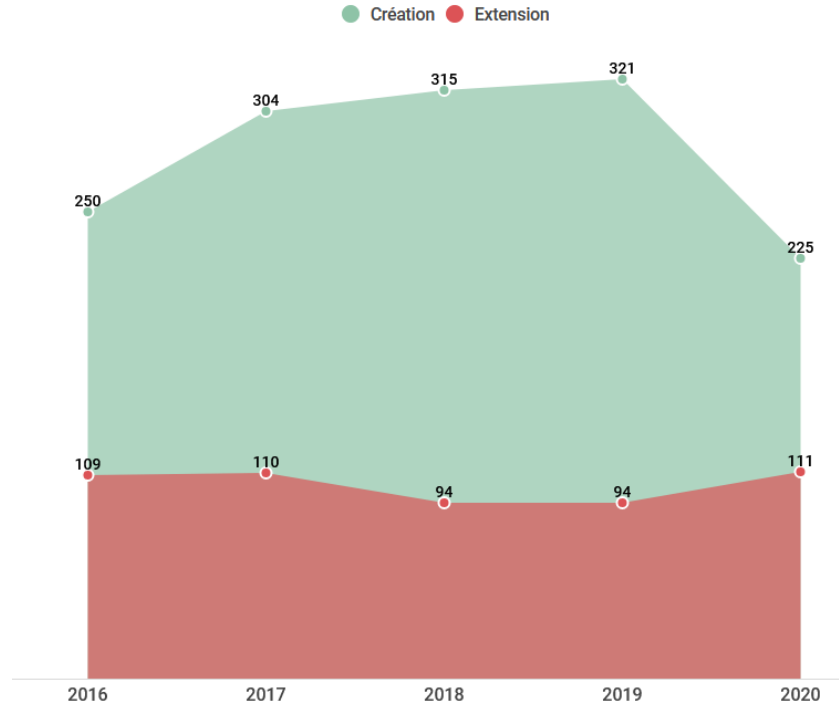
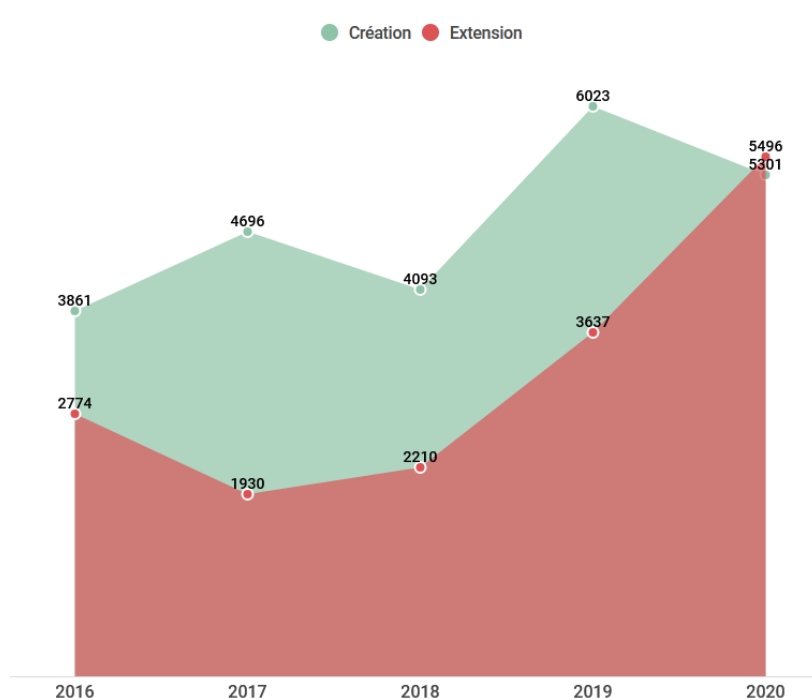


32 emplois/projet
(23 emplois/projet en 2019)

Les entreprises étrangères renforcent leur positionnement en Ile-de-France

10 797 Emplois à 3 ans

336 Investissements directs internationaux



Extensions

+51%
Emplois

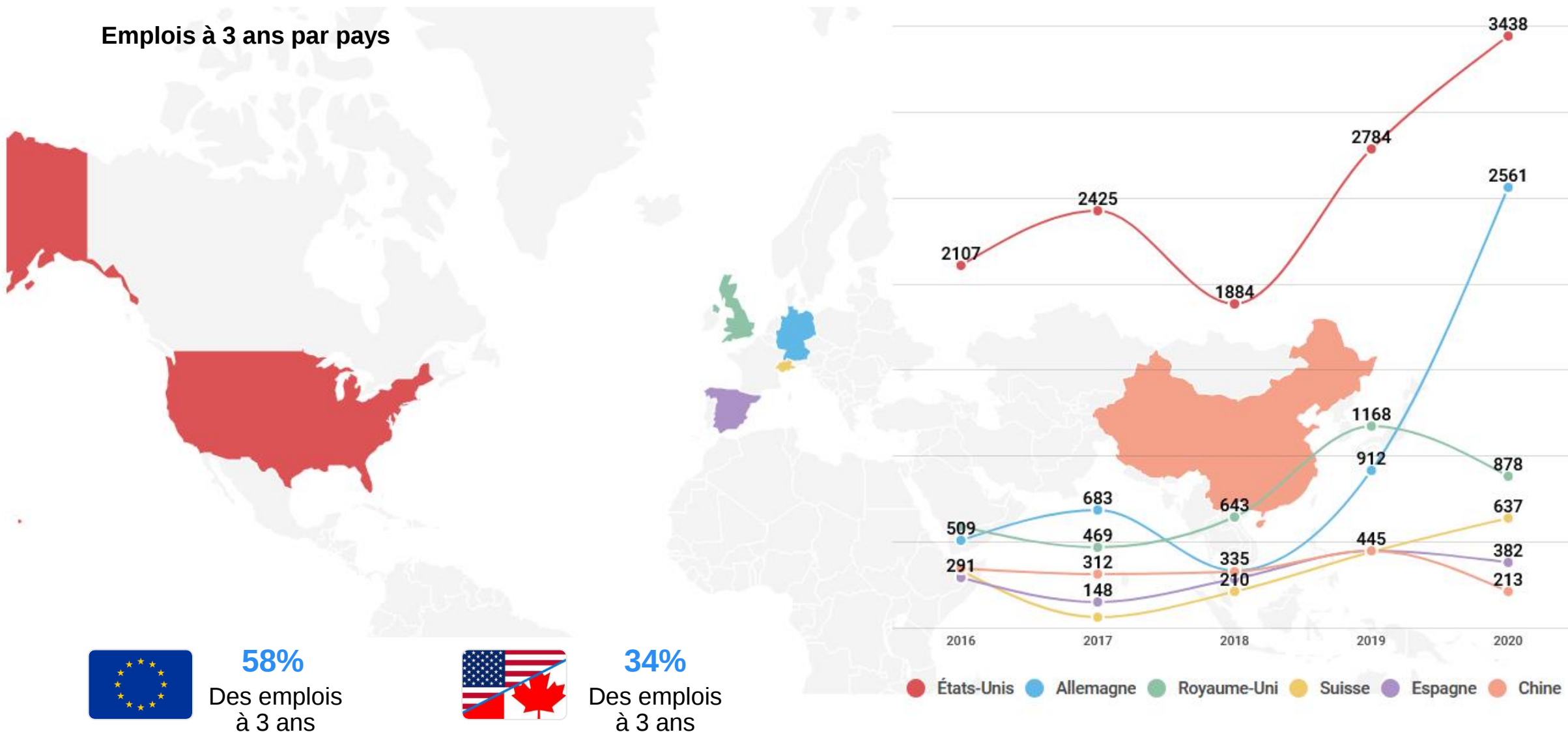
+18%
Projets

Les entreprises étrangères déjà présentes réinvestissent massivement en 2020

Malgré les fermetures de frontières, l'Ile-de-France continue d'attirer de nouveaux projets en 2020

Les Etats-Unis restent le principal créateur d'emplois

Emplois à 3 ans par pays



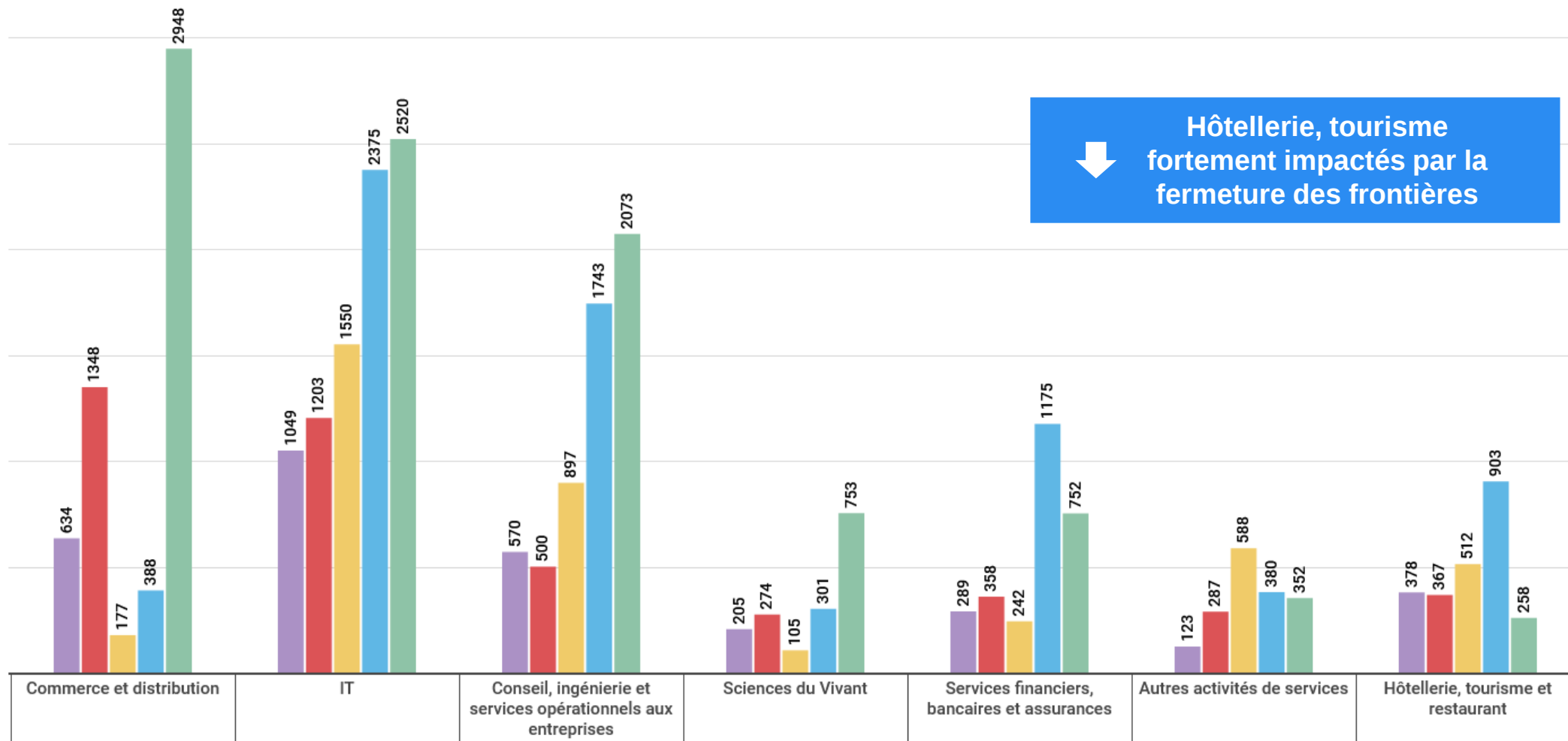
L'emploi porté par la digitalisation de l'économie



Commerce, Conseil, TIC
et Sciences du vivant portés par la
digitalisation de l'économie

2016 2017 2018 2019 2020

Emplois à 3 ans par secteur



Hôtellerie, tourisme
fortement impactés par la
fermeture des frontières

Près de 80% des projets et 64 % des emplois
sont générés par les centres de décision,
les services aux entreprises et la R&D



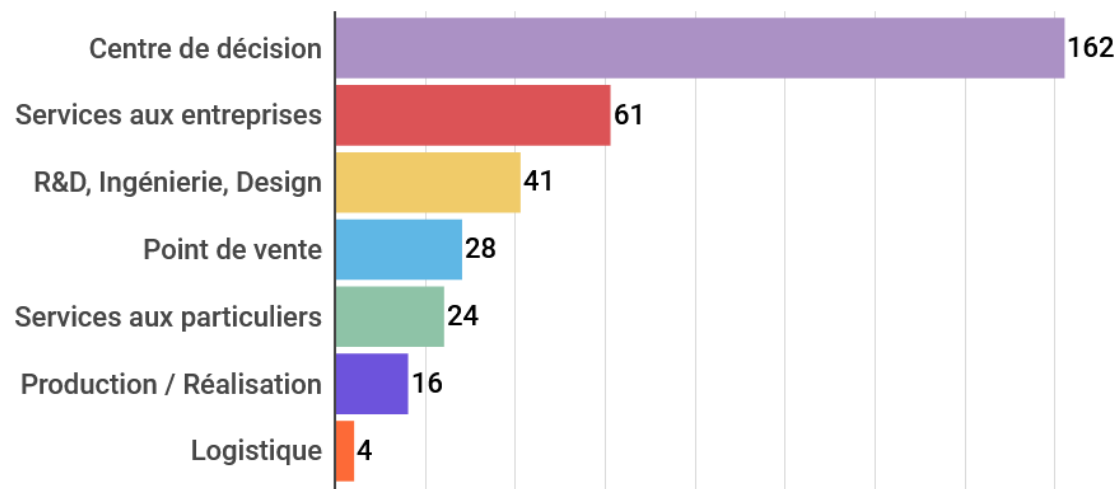
12%

Sont des projets
de R&D

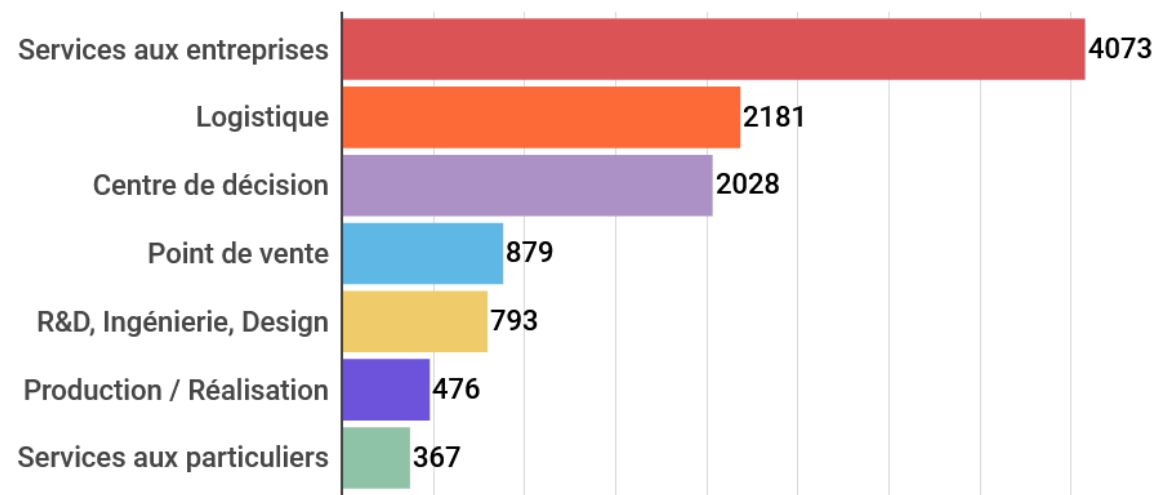


Sites de production: emplois
doublés par rapport à 2019

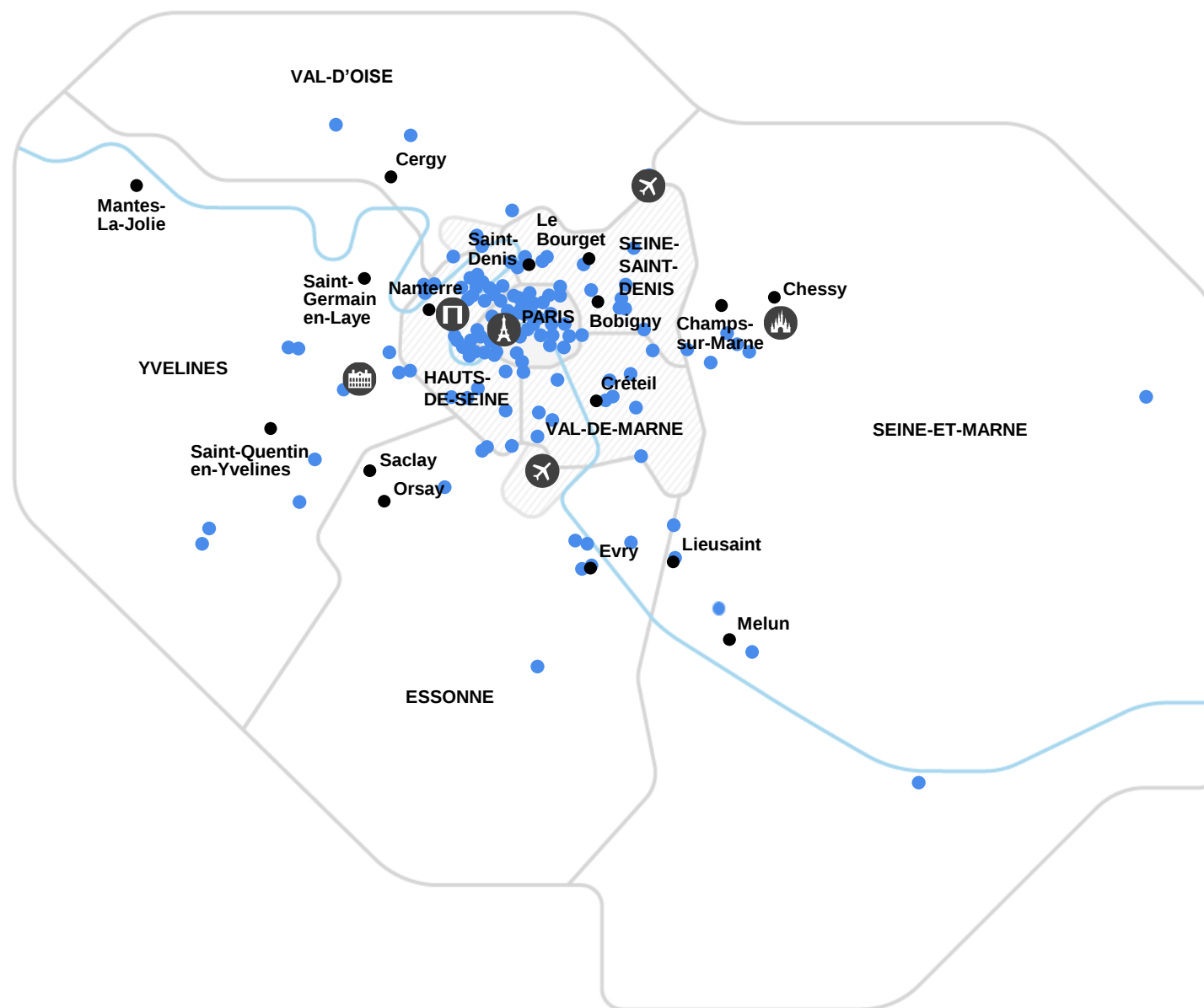
Investissements directs internationaux



Emplois à 3 ans



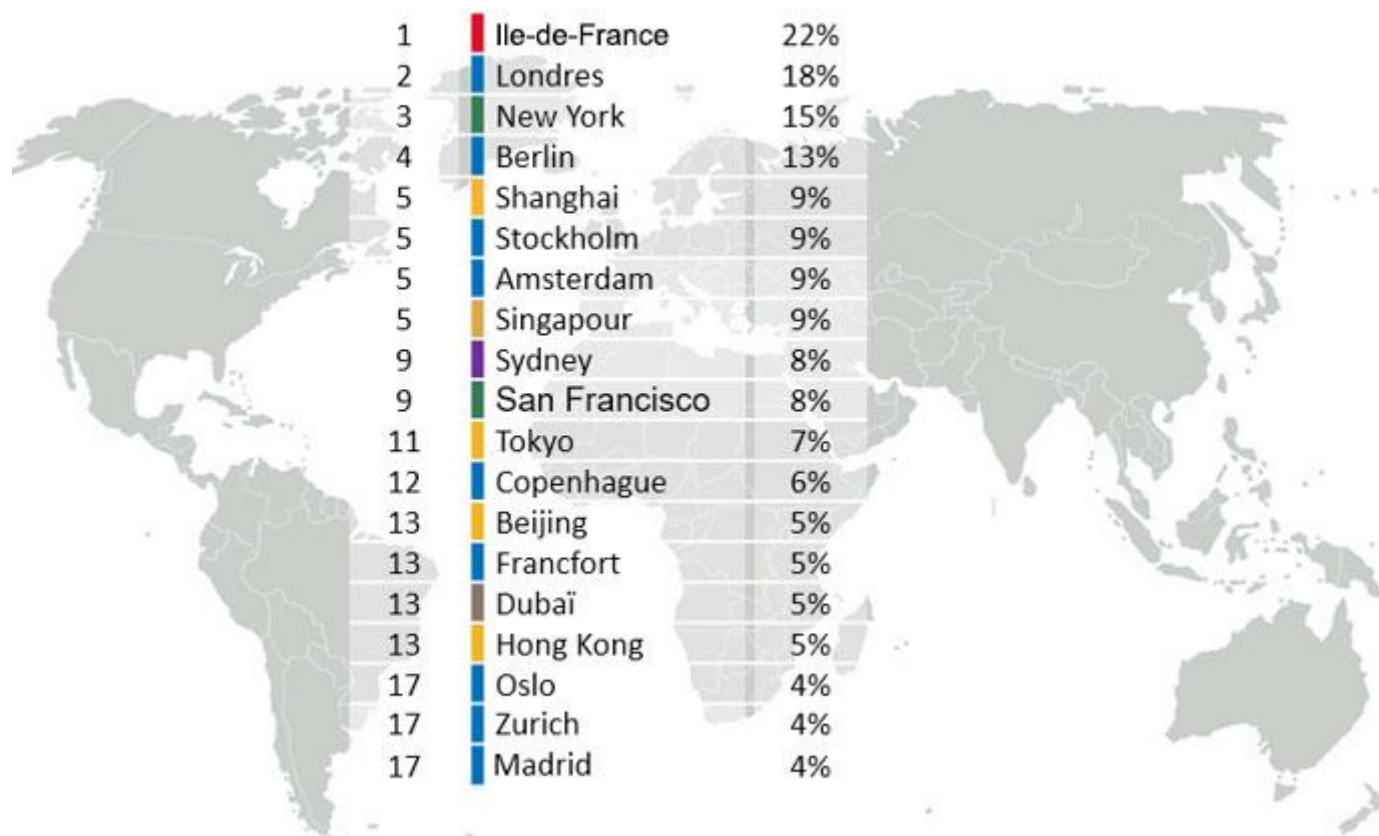
Des emplois répartis sur l'ensemble du territoire



91 communes
franciliennes ont
bénéficié des
investissements
internationaux en
2020



« Quelles sont les 3 métropoles ou grandes capitales mondiales les plus engagées aujourd'hui sur le développement durable ? »



Une image forte de la région qui conforte l'engagement de l'ensemble des acteurs pour une attractivité durable

Des résultats d'attractivité records pour l'Île-de-France en 2020

Des résultats exceptionnels dans un contexte de crise sanitaire



10 797

emplois



336

investissements directs internationaux

Les entreprises étrangères déjà présentes réinvestissent massivement



+51%

en emplois



+18%

en projets

Les Etats-Unis restent le principal créateur d'emplois en Île-de-France



34%

des emplois proviennent d'Amérique du Nord



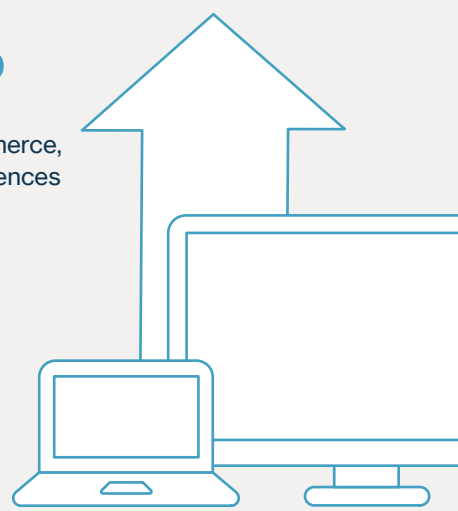
58%

des emplois proviennent d'Europe

L'emploi porté par la digitalisation de l'économie et la Santé

+72%

d'emplois dans le commerce, le conseil, l'IT et les sciences du vivant

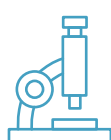


L'Île-de-France, porte d'entrée de l'Europe, concentre les emplois stratégiques



80%

des projets sont des projets de centres de R&D, de décisions ou de services aux entreprises



12%

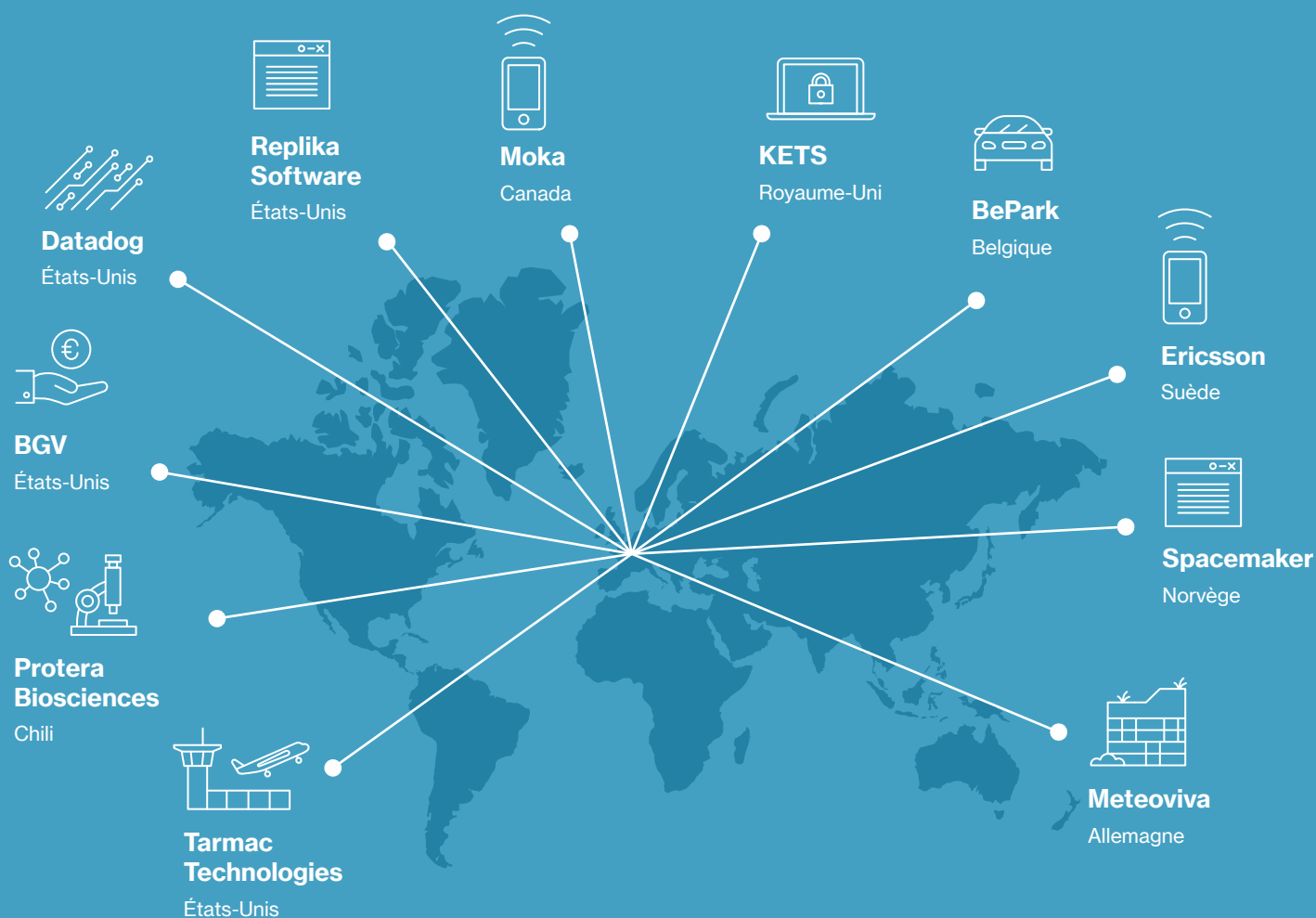
des projets sont des centres de R&D



x2

d'emplois industriels par rapport à 2019

Ils choisissent l'Île-de-France



Méthodologie du bilan des investissements étrangers en Île-de-France (Mars 2020)

Choose Paris Region établit le bilan des investissements internationaux (IDI) en Île-de-France, en partenariat avec Business France. Le processus pour établir ces chiffres est particulièrement rigoureux. Une fois finalisé, le bilan est transmis à plusieurs acteurs (FDI MARKET, TRENDEO, IBM, etc.) en respectant la confidentialité de certains projets. L'intégration de ces informations par les cabinets de conseil impacte fortement le positionnement de l'Île-de-France dans les classements.

Les critères retenus pour valider un projet sont les suivants :

- 1

Projet d'une entreprise étrangère en France, avec le critère du contrôle majoritaire (plus de 50% des actions d'une société donnant droit de vote au conseil d'administration)*. **Toutes les entreprises identifiées lors de la finalisation du bilan doivent justifier d'un lien capitalistique avec une entreprise étrangère** sur la base Orbis/Diane/Pitchbook.
- 2

Le nombre d'emplois créés retenu au bilan est celui annoncé par l'entreprise sur les trois années à venir. Au moins 1 emploi doit être créé pour l'intégration au bilan.
- 3

Tous les secteurs sont comptabilisés
- 4

Typologie des investissements retenus :

Créations : emplois créés sur un nouveau site

Extensions : emplois créés sur un site déjà occupé par l'entreprise.

Reprises de sites en difficulté : emplois maintenus pour donner suite à l'acquisition d'une société résidente en France en difficulté par un investisseur étranger. Les difficultés de l'entreprise doivent être avérées.

Reprises-extensions : emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société en difficulté résidente en France. Les emplois comptabilisés dans le bilan sont ceux relatifs à la seule extension.

Rachats-extensions : emplois créés à la suite de l'acquisition par un investisseur étranger d'une société résidente en France qui n'est pas en difficulté. Les emplois comptabilisés dans le bilan sont ceux relatifs à la seule extension.
- 5

Typologie des **investissements non retenus** :

Investissements de modernisation : projets industriels qui améliorent les capacités de production d'un site sans créer ni sauvegarder d'emplois.

Investissements de **pérennisation** : projets industriels qui permettent de «conforter» un site et de sauvegarder les emplois qui auraient disparu à terme.

Partenariats technologiques : association de moyens visant à identifier des partenaires susceptibles d'apporter des technologies et/ou de partager les coûts de recherche.

Partenariats commerciaux : mise en commun par les entreprises de leur force de travail, leurs ressources, leurs partenaires afin de développer leur activité commerciale.

Fusions-acquisitions : rachat d'une entreprise française par un investisseur étranger sans créations d'emplois
- 6

Les annonces de presse de plan de recrutements en France sans mention spécifique de l'Île-de-France ne sont pas retenues
- 7

La présence d'un SIREN est indispensable. Exception: Sur les 336 investissements directs étrangers du bilan 2020, 25 entreprises n'ont pas de SIREN au moment de la finalisation du recensement pour les raisons suivantes : immatriculation en cours ; startups incubées (Station F, We Work, Lafayette Plug & Play...) ; Country Manager utilisant son adresse personnelle.
- 8

Toutes les implantations d'entreprises étrangères accompagnées ou non par Choose Paris Region ou Business France sont validées par contact téléphonique ou mail avec l'entreprise étrangère. Les projets qui dépassent 30 emplois nécessitent une confirmation écrite de la part de l'entreprise.
- * On suppose que le fait de posséder plus de 50% des actions d'une société permet d'exercer un réel contrôle sur sa gestion, même si dans certains cas ce contrôle peut être exercé avec la possession de moins de 50% des actions (le critère des droits de vote). Pour le pays, on se base sur la définition de l'INSEE, qui considère que le pays de contrôle d'un groupe multinational est défini par le pays de localisation de l'unité de contrôle opérationnel du groupe et où les informations financières de l'ensemble des filiales sont généralement consolidées. Les implantations d'organisations publiques sont rejetées de la comptabilisation.